

# Transitions



✕ La coopération internationale à la croisée des chemins



© Iles de Paix

# Pour faire un don



## BELGIQUE

**Déduction fiscale  
à partir de 40 € par an**

Banque de la Poste >  
BE97 0000 0000 4949  
BNP Paribas Fortis >  
BE04 2400 2962 6531  
CBC > BE30 1963 6001 1111



## GD LUXEMBOURG

**Déduction fiscale  
à partir de 120 € par an**

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000  
Communication  
" Iles de Paix Luxembourg "

Iles de Paix Luxembourg  
202, rte de Luxembourg  
L-7241 Bereldange  
T +352 621 815 458  
info@ilesdepaix.lu  
ilesdepaix.lu

## ÉDITRICE RESPONSABLE /

Marie Wuestenberghs  
Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

## RÉDACTION /

O. Detournaij, O. Genard, T. Heuschen,  
T. Conrod, M. Wuestenberghs, A. Deliège,  
A. Henry, M. Verstraeten, L. Lequeux.

## GRAPHISME /

www.studiotreize.be

## IMPRESSION /

AZ PRINT  
Transitions est imprimé sur du papier recyclé.

Photo de couverture : Burkina Faso, 2018,  
© Stéphanne Prijot



Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement belge (DGD) et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

INSS : 0776-8680

# Édito

Au moment de rédiger ce numéro du Transitions, la coalition Arizona est en train de négocier le prochain accord de gouvernement au niveau fédéral. Le risque de coupes budgétaires dans la coopération belge au développement plane sur les négociations.

Dans ce contexte, avec l'appui du Rapport 2024 sur la Coopération belge au développement du CNCD-11.11.11, dont l'les de Paix est membre, nous nous devons d'affirmer et de démontrer combien la coopération internationale est bel et bien utile, efficace et impactante.

Car :

- ✔ Oui, la coopération internationale contribue à réduire la pauvreté et les inégalités mondiales ! Depuis les années 1990, le taux d'enfants non-scolarisés a été divisé par deux, de même le taux de mortalité infantile. L'espérance de vie a augmenté dans le monde (en moyenne de 10 ans en Afrique entre 2000 et 2019), contribuant au développement économique du continent.
- ✔ Oui, la coopération internationale contribue à améliorer la santé publique, par exemple via la réduction de la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Par le seul Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria (soutenu notamment par la coopération belge), ce sont 27 millions de vies humaines qui ont été sauvées. Entre 2000 et 2017, le nombre de nouvelles infections au VIH SIDA a décliné de 43 % dans les pays soutenus par ce Fonds.
- ✔ Oui, la coopération au développement a permis à 34 millions d'enfants supplémentaires d'aller à l'école depuis les années 2000.
- ✔ Non, la coopération au développement ne maintient pas les pays bénéficiaires dans la pauvreté ! Depuis 2001, le nombre de pays à faible revenu dans le monde a presque été divisé par deux. Trente et un d'entre eux sont d'ailleurs passés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. De même, plusieurs pays ont pu sortir de la catégorie des pays dits « les moins avancés » (pays dont les indices de développement humain sont les plus faibles au monde), dont le Botswana, le Cap Vert, le Bhoutan ou la Guinée équatoriale.
- ✔ Et oui, soyons fiers de le reconnaître..., la Belgique est reconnue au niveau international pour une coopération internationale de qualité, se concentrant dans les pays et les secteurs qui en ont le plus besoin !

Nous vivons dans un monde interconnecté. Autant la coopération internationale vise à réduire la pauvreté dans le monde, autant celle-ci constitue un investissement stratégique pour la Belgique. Investir dans la résilience aux changements climatiques, dans le développement économique mondial, dans la prévention de conflits, dans le renforcement des sociétés civiles ou dans la transition des systèmes alimentaires, est dans notre intérêt aussi. Nous ne pouvons pas résoudre les problèmes mondiaux en pensant qu'ils s'arrêtent à nos frontières.

En écho de ces débats politiques belges, le dossier du Transitions vous propose de mettre en lumière les témoignages d'acteurs de terrain : hommes, femmes, jeunes qui au travers de leur mobilisation, peuvent témoigner du rôle de la coopération internationale dans le changement de modèle auquel chacun et chacune aspire.

Sur ces quelques mots, je vous souhaite une inspirante lecture de ce numéro du Transitions, une belle fin d'année et mes meilleurs vœux pour 2025.

**MARIE  
WUESTENBERGHS**

*Directrice générale*



# La coopération internationale à la croisée des chemins

Ces derniers mois, certains politiciens impliqués dans la formation de notre nouveau gouvernement ont laissé entendre que la politique belge de coopération au développement serait inutile. Il faudrait, selon eux, totalement revoir cette politique, voire y mettre un terme.

Au travers de son rapport annuel sur la coopération belge au développement publié en septembre 2024, le CNCD-11.11.11 (couple des ONG belges) dément ces affirmations : la coopération est bel et bien utile et cela peut être démontré !

En effet, en s'appuyant sur différentes études commandées par l'UNICEF, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), entre autres, le CNCD met en évidence les énormes progrès qui ont été réalisés depuis plusieurs décennies, notamment concernant la mortalité infantile, la scolarisation des enfants, l'éradication de différentes maladies. Et la bonne nouvelle, c'est que ces études démontrent que la coopération au développement y est clairement pour quelque chose. Elles prouvent qu'elle contribue non seulement au développement économique, mais aussi qu'elle sauve des vies humaines.

Néanmoins, malgré l'efficacité à long terme de la coopération au développement, le



monde a connu récemment des crises successives qui ont causé une détérioration de la situation. La pandémie de Covid-19 ainsi que les conflits en Ukraine, au Moyen-Orient et au Sahel, outre leurs impacts dévastateurs au niveau humain, ont alimenté une crise économique, énergétique et alimentaire sans précédent, couronnée par les conséquences de plus en plus violentes du dérèglement climatique. Et ces crises ont des conséquences. C'est ainsi qu'en 2020, l'extrême pauvreté a augmenté pour la première fois depuis 1998 et de la manière la plus importante depuis 1990.

Pour le CNCD, il serait donc totalement contreproductif que la Belgique réduise sa coopération au développement. Ceci d'autant plus que cette coopération est considérée comme un modèle par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), qui l'a félicitée pour ses choix pertinents, dont notamment celui de concentrer ses financements dans les trois secteurs essentiels que sont la santé, l'éducation et ... la souveraineté alimentaire !

Aussi, pour ce numéro du Transitions, nous avons croisé les regards de différentes personnes de terrain, impliquées dans la coopération internationale, sur la pertinence de cette dernière. Qu'ils et elles soient partenaires, paysans, employés ou volontaires, voici ce qu'ils en disent et ce qu'ils comptent en faire dès 2025.



## Regard bolivien d'un partenaire local

**German Jarro Tumiri habite à Cochabamba, en Bolivie. Cet agronome spécialisé en agroécologie et méthodes participatives travaille depuis 35 ans dans le secteur de la coopération internationale. Il dirige actuellement FUNDACIÓN AGRECOL Andes, le partenaire bolivien d'Iles de Paix.**

À ses yeux, « la valeur ajoutée de la coopération internationale en Bolivie est la contribution à la réduction de la pauvreté et à la promotion du développement durable, avec des interventions ou des actions aux niveaux local, régional, national et mondial. Les organisations non gouvernementales nationales ou locales, grâce au soutien de la coopération internationale, ont la capacité d'atteindre des communautés et de soutenir les familles vulnérables, là où l'État ne peut pas les atteindre, en promouvant principalement des processus de développement productif avec une approche durable. » Il souligne également que « les processus de développement sont envisagés à moyen et long terme car il n'est pas possible de les réaliser en moins de cinq ans minimum. Le travail

*doit également être ajusté en fonction de la situation des politiques de développement du pays, ainsi que face à la crise du changement climatique. »*

En 2025, AGRECOL et Iles de Paix continueront ainsi à consolider les systèmes productifs basés sur la promotion du développement agroécologique, dans le cadre d'une approche des systèmes alimentaires. Cela implique de travailler au niveau de la transformation de la production, de la certification des producteurs, de la commercialisation et de la consommation saine et responsable. Dans ces systèmes alimentaires, c'est l'économie sociale et solidaire qui prévaut, car elle favorise les marchés avec une approche de circuit court de commercialisation. Dans ce processus, le plus grand soutien stratégique doit donc être axé sur les consommateurs et consommatrices, car en Bolivie la population urbaine est proche de 75 %. C'est notamment par l'information, la sensibilisation à l'environnement et une alimentation saine que se répandent des dynamiques de consommation plus durables.





## Regard péruvien d'un jeune issu d'une famille paysanne

**Jeremy Garay Ponciano vit à Gasgo. Étudiant en 4<sup>e</sup> secondaire, il est le fils d'une agricultrice et d'un agriculteur accompagnés par Iles de Paix depuis plusieurs années. Sa famille se consacre à la culture de produits agroécologiques, mais aussi à l'élevage de plusieurs types d'animaux : moutons, porcs et bétail.**

Jeremy pose un regard positif sur les impacts que la coopération au développement a déjà pu avoir au sein de sa communauté : « Depuis que la communauté est impliquée dans les programmes, nous avons fait de grands progrès, notamment en agriculture biologique. Nous pratiquons désormais une agriculture plus naturelle, sans utilisation de produits agrochimiques, ce qui a amélioré la qualité de nos produits. Nous constatons de bons résultats dans la production et nous sommes très reconnaissants pour ce soutien. Ces changements sont d'ailleurs observables dans de nombreuses familles. »

Au cours des prochaines années, la famille de Jeremy compte bien continuer sur cette lancée. Ils souhaitent entre autres : « commencer à élever

*des poules pour produire des œufs et de la viande biologiques. Nous voulons également améliorer la production laitière des vaches que nous élevons. Un de nos autres projets est de créer une marque qui différencie mieux nos produits et pour nous démarquer sur le marché. Je crois que ces projets peuvent devenir une réalité si nous continuons à collaborer et suivre les conseils techniques d'Iles de Paix et de ses partenaires. »*

✕ « Depuis que la communauté est impliquée dans les programmes, nous avons fait de grands progrès, notamment en agriculture biologique. »

Jeremy Garay Ponciano





## Regard béninois d'une vendeuse du showroom

**Yèyimè Agoligan a 35 ans et réside dans la commune de Natitingou. Après des études en marketing et actions commerciales, cette agri-entrepreneuse a fondé une biscuiterie privilégiant les matières premières locales. Elle est aussi, à temps partiel, commerciale au nouveau showroom du réseau des acteurs de la consommation locale et saine (RACoLoS) dont fait partie Iles de Paix au Bénin. Dans le cadre de ce travail, elle promeut une large gamme de produits locaux, permettant aux consommateurs de découvrir des produits de qualité issus de la région. C'est un rôle essentiel dans la valorisation et la promotion de la production locale, qui permet également de renforcer le lien entre producteurs, productrices et la clientèle.**

Pour Yèyimè, « la coopération à Natitingou, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, a connu des avancées notables grâce à l'implication d'organisations de développement. Le soutien de ces organisations, notamment à travers des initiatives comme celles du RACoLoS, a permis d'impulser une dynamique locale favorable à la consommation des produits locaux et à une agriculture plus résiliente et durable. » Elle affirme également que « ces efforts pour promouvoir une alimentation saine, couplés à la consommation locale, apportent des bénéfices à la fois économiques, nutritionnels, sanitaires et environnementaux. Ces résultats démontrent l'impact positif des actions de développement dans la région, et l'on peut attribuer une partie de ces progrès aux activités financées par des partenaires comme Iles de Paix. »

En 2025, on ne s'en tiendra pas à ce qui est déjà. Yèyimè explique : « Le showroom a de grandes ambitions pour les prochaines années. On souhaite non seulement consolider son rôle en tant que centre de distribution de produits locaux de qualité, mais aussi en faire un véritable moteur de la promotion de la consommation locale dans le département de l'Atacora. La coopération entre l'ONG locale ERAD et Iles de Paix vise à faire du showroom une plateforme incontournable pour la promotion de la consommation locale, tout en contribuant au développement économique des petits producteurs et à la promotion d'une alimentation saine et durable pour les communautés. »





# Regard burkinabè d'APIL, une organisation de développement

**Abdoulaye Ouedraogo vit près de Ouagadougou, au Burkina Faso. Coordinateur général de l'ONG Action pour la Promotion des Initiatives Locales (APIL) et président du conseil d'administration du Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales du Burkina Faso, Abdoulaye a plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de la coopération au développement.**

A ses yeux, « la coopération joue un rôle important dans le développement du Burkina Faso, pays confronté à des défis multiples. En raison de son produit intérieur brut (PIB) limité, l'État burkinabè ne peut à lui seul financer la majorité des attentes de sa population en matière de santé, d'éducation, d'infrastructures et de sécurité alimentaire. La coopération permet donc d'atténuer ce déficit financier et de soutenir des projets essentiels au développement socio-économique. »

Cette coopération doit se manifester, selon Abdoulaye « par un soutien financier et technique précieux. Grâce à l'appui des partenaires bilatéraux, multilatéraux et des ONG, le Burkina bénéficie de fonds et d'expertises pour mettre en œuvre des projets dans des secteurs essentiels tels que l'agriculture durable, l'accès à l'eau, la santé, l'éducation et l'autonomisation des femmes. Cet accompagnement permet de répondre à des besoins vitaux et structurels que l'État, avec ses ressources limitées, peine à couvrir. »

Encore plus particulièrement « dans un contexte marqué par une crise sécuritaire et une hausse des déplacements internes (plus de deux millions de personnes), l'aide apportée par les partenaires joue un rôle déterminant. Elle garantit la survie de nombreuses familles affectées par les conflits et renforce la résilience des communautés locales. En parallèle, les fonds injectés à travers différents projets contribuent à dynamiser l'économie locale. De nouvelles opportunités d'emploi émergent,

notamment dans des secteurs comme le maraîchage, l'artisanat, la formation professionnelle des jeunes, donnant donc un souffle économique. »

Pour l'avenir, qu'il s'agisse d'Iles de Paix ou d'autres structures, Abdoulaye estime que : « Dans un contexte de crises alimentaires récurrentes, d'insécurité grandissante et d'une augmentation des déplacements internes, la coopération internationale devra non seulement se maintenir mais aussi se renforcer pour soutenir le Burkina Faso à travers ces moments difficiles. »

✘ **« Il est indispensable que la coopération évolue vers des actions encore plus intégrées et résilientes. Cela pourrait inclure un appui accru à l'agroécologie et aux initiatives d'adaptation climatique afin d'améliorer la sécurité alimentaire malgré les défis environnementaux. »**

Abdoulaye Ouedraogo, APIL



## Regard ougandais d'une enseignante

**Hope Enid a 34 ans et est enseignante à l'école primaire de Karambi à Fort Portal, en Ouganda. Cet établissement accueille 670 élèves. En plus des locaux pour les cours, l'école possède également 2,5 hectares de terres agricoles où poussent des haricots, des patates douces et des bananes matooke. Hope enseigne l'anglais et les sciences à plus de 100 élèves. Elle est également en charge d'un projet de sensibilisation à la nutrition, mis en oeuvre en collaboration avec Iles de Paix et KRC (Kabarele Research and Resource Center), partenaire local en Ouganda.**

*appris à planter, cuisiner et entretenir un potager. Chaque classe a sa propre parcelle. Les plus jeunes observent, les plus grands mettent les mains dans la terre. Cela a permis de valoriser le statut et le travail des agriculteurs et agricultrices locaux. Avant, c'était souvent considéré comme une activité secondaire. Aujourd'hui, de plus en plus d'élèves veulent se spécialiser là-dedans .» Pour elle, l'instauration de cette activité de coopération au développement dans son école a permis bien plus qu'uniquement découvrir le travail agricole : « Les élèves ont participé à des débats sur la nutrition à deux reprises. Notre club de nutrition a réellement favorisé la coopération, le travail en équipes et les apprentissages entre pairs. »*

Les élèves se rendent ainsi régulièrement au potager de l'école, mis en place au travers du projet, pour y apprendre des techniques d'agriculture et découvrir la provenance des aliments. L'école y promeut également l'autonomie.

Hope explique que « la plupart des élèves ont ainsi

En 2025, Hope et ses collègues espèrent pouvoir continuer le travail de sensibilisation également auprès des parents et promouvoir des thématiques liées à la nutrition locale et saine auprès d'autres parties prenantes telles que les représentants des autorités locales.





## Regard tanzanien de la directrice d'Iles de Paix en Tanzanie

**Ayesiga Buberwa est la directrice d'Iles de Paix en Tanzanie. Avec ses 20 années d'expérience dans des programmes de développement et de leadership, elle a travaillé dans différentes organisations locales et internationales avant d'occuper son poste actuel.**

Pour elle, « en Tanzanie, la coopération, tant locale qu'internationale, joue un rôle crucial dans la promotion du développement, en particulier dans des secteurs comme l'éducation, l'agriculture, les infrastructures et la santé. Elle permet souvent de combler les lacunes dans des domaines critiques où les ressources locales peuvent être insuffisantes, permettant au pays d'accélérer son programme de développement. »

Ayesiga a également remarqué la contribution de la coopération internationale dans sa région (Arusha), particulièrement « dans le domaine de la résolution des problèmes d'insécurité alimentaire, de malnutrition, de changement climatique, de chômage des jeunes et d'autonomisation des femmes. Il y a clairement des changements du côté des agriculteurs. Les familles peuvent avoir une alimentation diversifiée. Les paysans et paysannes sont autonomisés et peuvent s'exprimer par eux-mêmes sur les sujets qui les touchent. » Et en plus de cela, « les capacités des acteurs de terrain sur les questions relatives aux systèmes alimentaires ont augmenté. Des groupes de travail sont mis en place avec des organisations d'agriculteurs qui fournissent des services à plus de 10 000 paysans, paysannes, éleveurs et éleveuses de petites surfaces. Ce réseau d'acteurs agricoles est désormais équipé et fournit des services aux agriculteurs et agricultrices. »

En 2025, avec son équipe et tous les acteurs des programmes tanzaniens, Ayesiga travaillera pour « continuer à améliorer l'accès au marché des produits agroécologiques ; augmenter les campagnes de sensibilisation ciblant les consommateurs et les

*consommatrices ; renforcer le lien entre les acteurs de la production et ceux de la consommation ; poursuivre les efforts de restauration des terres pour lutter contre les défis qui en découlent ; renforcer, encore et toujours la capacité des agriculteurs, des agricultrices, des autorités locales et des communautés en matière de pratiques agroécologiques. »*





## Regard belge d'un animateur scout

**Lorin Vervoort a 24 ans, il vit dans la commune de Modave et est impliqué dans son unité scout depuis longtemps. D'ailleurs, c'est avec cette même unité qu'il participe à la campagne d'Iles de Paix depuis de nombreuses années. Depuis quelques mois, il prend part à un nouveau projet. Il s'agit d'une collaboration entre Iles de Paix et la Fédération des Scouts qui a pour objectif l'invention d'un jeu, créé pour et par des équipes d'animation de mouvements de jeunesse, pour aborder les enjeux d'agriculture durable et d'éco-responsabilité.**

actuellement le cas. Aujourd'hui, le regard qu'ils portent sur le monde est principalement construit par ce qu'ils voient sur les réseaux sociaux. Or, internet ne partage pas toujours les bonnes informations, c'est pourquoi il est primordial d'inciter à une prise de conscience auprès des jeunes, afin qu'ils se rendent compte d'autres réalités à travers le monde. Et puis, étant animateur scout, je ne peux m'empêcher de voir le lien avec le troisième article de la loi scout : " Le scout rend service et agit pour un monde plus juste ". Les projets de sensibilisation prennent ainsi tout leur sens. Si les jeunes d'aujourd'hui prennent conscience des réalités au-delà de nos frontières, en tant qu'adultes de demain, peut-être essayeront-ils de contribuer à un monde meilleur. »

Quand on lui demande pourquoi il pense qu'il est important de faire réfléchir les jeunes en Belgique à des questions de coopération et de solidarité internationale, Lorin répond : « À mes yeux, ces thématiques devraient toucher le plus de personnes possible. Je trouve que ce sont des sujets qui devraient intéresser les jeunes plus que ce n'est

Le jeu sur lequel travaillent Lorin, une dizaine d'autres scouts et des collègues d'Iles de Paix verra le jour prochainement et sera disponible gratuitement fin 2024 !





# Regard d'un volontaire luxembourgeois

**Le président d'Iles de Paix Luxembourg, c'est Stéphane Ries, volontaire. Diplômé en Sciences économiques, Stéphane a 56 ans et est membre du Conseil d'administration d'Iles de Paix Belgique.**

Pour lui, la coopération internationale, c'est : « la solidarité à l'échelle mondiale. C'est penser global mais agir localement avec des effets directs sur le terrain. C'est mettre tous les hommes et les femmes, les pays et les cultures sur le même pied d'égalité pour tenter de trouver des solutions adaptées à leur contexte. C'est également fournir des clés à ceux

qui en ont le plus besoin pour prendre soin de leurs familles, de leur environnement, développer leur résilience et tenter de lutter contre le changement climatique. » En 2025, ce qu'il souhaite, c'est : « continuer à soutenir des projets internationaux. L'objectif est également de poursuivre l'action, localement, au Luxembourg, en renforçant la sensibilisation du grand public à la citoyenneté mondiale et solidaire au travers d'évènements et d'interventions dans les écoles. » ●

- ✕ **German Jarro Tumiri**
- ✕ **Jeremy Garay**
- ✕ **Yèyimè Agoligan**
- ✕ **Abdoulaye Ouedraogo**
- ✕ **Hope Enid**
- ✕ **Ayesiga Buberwa**
- ✕ **Lorin Vervoort**
- ✕ **Stéphane Ries**

**Ces hommes et ces femmes qui ont témoigné pour la rédaction de ce dossier ont des profils aussi différents que variés. Pourtant tous, convergent vers la même observation : la coopération internationale contribue irréfutablement au changement de modèle d'un monde qui va mal. Elle est, grâce à ces acteurs et actrices de projets qui la portent, un facteur de paradigmes alternatifs. Aujourd'hui, il est inenvisageable d'estimer que des problématiques internationales s'arrêtent aux frontières dessinées par l'être humain.**

## Place à l'action !

**Les 17, 18 et 19 janvier 2025, le grand mouvement citoyen d'Iles de Paix sera à nouveau au rendez-vous pour sa Campagne annuelle de récolte de fonds et de sensibilisation.**

Dans le climat actuel, Iles de Paix affiche une position forte et engagée : « la chaîne de solidarité que nous créons d'année en année est de plus en plus essentielle. Alors que l'insécurité alimentaire continue à augmenter dans le monde, nous sommes déterminés à nous mobiliser aux côtés de Modeste et de beaucoup d'autres agriculteurs et agricultrices », déclarent Laureline, Nicolas et Virginie, responsables de la Campagne. « Partout en Wallonie et à Bruxelles, des volontaires engagés uniront leurs forces pour défendre le droit à l'alimentation et soutenir des milliers de familles paysannes. »

### Cap sur la Tanzanie

Pour cette prochaine Campagne, un focus particulier sera mis sur les acteurs et actrices de projets en Tanzanie où près de 60 % de la population souffre d'insécurité alimentaire. Face

à cela, un travail de fond est réalisé au quotidien par les familles paysannes : travail du sol, gestion de l'eau de pluie ou encore, diversité de cultures sont autant de moyens mis en œuvre pour améliorer leurs récoltes. Dans la région d'Arusha, des centaines d'agriculteurs et d'agricultrices, soutenus par Iles de Paix, s'engagent activement dans une transition agroécologique. En adoptant des techniques de production durables et en préservant les semences locales, ils luttent pour défendre leurs droits et renforcer leur autonomie.





### Graines de changement

Découvrez notre nouveau reportage « *Graines de changement* ». Ce film de 15 minutes vous plonge dans le quotidien de Modeste et de sa famille, qui, avec d'autres villageois, ont créé une banque de semences communautaire. Une initiative essentielle pour garantir que chacun et chacune puisse préserver ces ressources vitales, tout en les rendant accessibles et abordables. Ces semences paysannes sont au cœur de la lutte pour les droits des familles paysannes. Elles incarnent l'autonomie, la résilience agricole, la protection de la biodiversité, et constituent un rempart contre la privatisation des ressources agricoles.



Visionnez le reportage

## Iles de Paix et les mouvements de jeunesse

Pour la deuxième année consécutive, Iles de Paix remettra un écusson aux jeunes des mouvements de jeunesse qui participent à la Campagne 2025. Ce badge solidaire, chargé de symboles, pourra être fièrement cousu sur leurs uniformes, témoignant de leur engagement en faveur d'un monde plus juste et plus égalitaire.



### L'aneth qui fait pousser des fruits !

Lors de la prochaine Campagne, découvrez nos Modules à Planter : un achat ciblé avec un impact direct sur le terrain. En achetant ces papiers ensemencés à l'aneth pour agrémenter vos plats, vous soutenez notamment la plantation de citronniers au Burkina Faso, de grenadilles au Pérou et de papayers en Tanzanie. Proposé à 10 €, le module en carton est fabriqué par un artisan namurois, Pascal Jeanjean. Vous pourrez le faire pousser en le plongeant dans l'eau pendant 24h, puis en le plantant dans un petit peu de terre avec un arrosage régulier. A vos recettes ! ●

# Réduire l'empreinte carbone, un foyer à la fois.

**Sinat, agricultrice en Ouganda, a installé un foyer amélioré dans sa cuisine. Elle réduit ainsi son impact sur l'environnement.**

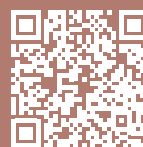
A l'instar de Sinat, 135 familles ougandaises utilisent désormais un foyer amélioré pour cuisiner. Grâce à une meilleure récupération de la chaleur et à un espace pouvant accueillir plusieurs casseroles simultanément, cette solution permet de réduire de moitié la quantité de bois nécessaire à la cuisson des aliments par rapport à un foyer classique. Ainsi, ces familles évitent l'émission de 210 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

D'ici 2026, nous espérons que 450 ménages supplémentaires installeront des foyers similaires, ce qui équivaldrait alors à 700 tonnes de carbone en moins dans l'atmosphère chaque année.

**En soutenant ce projet, vous faites un geste concret pour un futur plus durable, ici comme ailleurs !**



**Pour plus d'infos et faire un don**



**BE97 0000 0000 4949**

**Déduction fiscale à partir de 40 €  
(45 % du montant total des dons)**

## iles de paix

Rue du Marché, 37 · 4500 Huy  
+32 85 23 02 54 · info@ilesdepaix.org  
www.ilesdepaix.org

